

Mérignac, le 4 janvier 2013

M. Michel DELPUECH
Préfet de Gironde
2 Esplanade Charles de Gaulle
CS 41397
33077 Bordeaux Cedex

Monsieur le Préfet,

Je tiens à vous remercier personnellement de votre décision concernant les maisons situées avenue Adrienne BOLLAND, dans le quartier de Beutre à Mérignac. Votre réactivité dans ce dossier, ainsi que celle de vos services, a permis de déboucher rapidement sur un conventionnement entre Gironde Habitat, Emmaüs et la DGAC, permettant ainsi à dix familles mal logées de retrouver un toit digne pour cet hiver.

Il me semble néanmoins nécessaire que cette mobilisation en faveur du logement s'inscrive dans la durée.

Comme vous le savez, les difficultés d'accès au logement ne connaissent pas de saisonnalité. A mon sens, se pose donc la question du devenir de ces maisons, une fois passés le feu de l'actualité et la période hivernale.

Je demeure étonné qu'un tel patrimoine immobilier appartenant à un service de l'Etat ait pu rester inoccupé, ou occupé de manière très occasionnelle, pendant une si longue période (certaines maisons de ce lotissement seraient même restées inoccupées depuis leur construction il y a une dizaine d'années). De toute évidence, il en ressort que ce patrimoine est très supérieur aux besoins effectifs de la DGAC ou de la Gendarmerie.

Il serait toutefois regrettable que l'Etat se sépare d'un tel patrimoine tandis que tant de familles sont dans l'attente d'un logement.

S'il est logique que certaines maisons demeurent réservées aux besoins des services concernés, il ne serait pas compréhensible qu'après avoir été inoccupées pendant de longues années, une dizaine de ces maisons soit subitement réinvesties par des agents de la DGAC ou bien retirées du patrimoine public via leur mise en vente.

Aussi, je vous demande, Monsieur le Préfet, de bien vouloir saisir officiellement la Direction Générale de l'Aviation Civile et les administrations concernées afin qu'une procédure soit mise en œuvre pour qu'une partie de ce patrimoine, à l'évidence inutilisée, soit dévolue de manière pérenne au logement d'urgence.

Je saisis également l'opportunité de ce courrier pour vous réitérer ma demande d'un inventaire exhaustif du patrimoine immobilier de l'Etat, notamment en ce qui concerne l'institution militaire et l'Education Nationale, afin de s'assurer de l'absence d'autres situations de ce type ou, le cas échéant, d'exploiter toutes les ressources disponibles pour des familles dans l'urgence.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de mes salutations distinguées.

Gérard Chausset
Président du groupe Europe Ecologie Les Verts et
Vice-président de la Communauté Urbaine de
Bordeaux
Adjoint au Maire de Mérignac